

Symposium

Mardi 25 avril 2023

Les empreintes créatives.

La culture au carrefour de la
transition et de l'innovation

Œuvrer pour une ville sensible via l'urbanisme culturel.

Conférence de Pascal Le Brun-Cordier
Professeur associé à l'École des Arts de la Sorbonne

Fondateur et directeur artistique des ZAT - Zones Artistiques Temporaires à
Montpellier et coordinateur du réseau d'urbanisme culturel Villes in Vivo.
Responsable et fondateur du Master 2 Projets Culturels dans l'Espace Public à
l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne dont il est professeur associé.

Comédie de Genève
Salle modulable
Esplanade Alice-Bailly 1
1207 Genève

Trois enjeux pour les politiques culturelles

Texte rédigé par Pascal Le Brun-Cordier
 Professeur associé à l'École des Arts de la Sorbonne
[Site internet de l'auteur](#)

Parmi les multiples enjeux dont peuvent se saisir les politiques publiques de la culture dans ces années 2020, trois me semblent cruciaux. Ils sont écologiques, démocratiques et urbanistiques.

Des enjeux écologiques : une bataille culturelle à mener

Dans le contexte de la sixième extinction de masse et du profond dérèglement climatique en cours, que peut faire le secteur culturel, au-delà d'une nécessaire décarbonation de ses projets (cf. les travaux du Shift project et *Décarboner la culture* de David Irle, Anaïs Roesch et Samuel Valensi, PUG, 2021) ? De nombreux chercheurs émettent l'hypothèse que si les changements d'orientation de notre économie productive et de nos modes de vie sont si lents, c'est parce que nous ne parvenons pas à nous figurer *la nature du problème*, qui est en grande partie liée au *problème de la nature*, c'est-à-dire à notre conception de « la nature ».

Nous sommes handicapés par notre conception globale du monde, notre « cosmologie », au centre de laquelle se trouve l'idée d'une « nature » extérieure à l'homme dont nous devrions nous rendre « maîtres et possesseurs » (Descartes). Cette posture ontologique, amplifiée à l'extrême par un capitalisme extractiviste, prédateur et destructeur, nous a conduit à ravager la planète jusqu'à la rendre bientôt inhabitable. L'anthropologue Philippe Descola a rappelé la relativité de cette idée de nature, structurellement opposée à la culture, en nous montrant qu'il existe des sociétés où les hommes composent autrement des mondes avec ce qui n'est pas « eux ». En nous invitant à nous aventurer « par-delà nature et culture », il nous laisse entrevoir des manières de faire monde plus harmonieuses et respectueuses du vivant.

Le philosophe Baptiste Morizot, lui, nous explique que la crise écologique est d'abord « une crise de la sensibilité ». Il pointe « l'appauvrissement des mots, des capacités à percevoir, des émotions et des relations que nous pouvons tisser avec le monde vivant ». Nous héritons dit-il « d'une culture dans laquelle, dans une forêt, devant un écosystème, on « n'y voit rien », on n'y comprend pas grand-chose, et, surtout, ça ne nous intéresse pas : c'est secondaire, c'est de la « nature », c'est pour les « écolos », les scientifiques et les enfants, ça n'a pas de place dans le champ de l'attention collective, dans la fabrique du monde commun » (*Politiser l'émerveillement et armer l'amour du vivant*, Baptiste Morizot, Revue Socialter, décembre 2022).

Baptiste Morizot précise : « Nous avons désappris à faire l'expérience du prodige d'être un vivant, de faire partie de cette extraordinaire aventure du vivant. Nous l'avons abaissé, humilié et dévalué. En conséquence, il faut reconstituer presque *ex nihilo* cette affiliation. (...) Travailler à cette idée, c'est mener une bataille culturelle » (*Il faut politiser l'émerveillement*, entretien avec Nicolas Truong, Le Monde, août 2020).

Il me semble que nous, acteurs du champ culturel, artistes, élus en charge des politiques publiques de la culture, avons un rôle à jouer, essentiel, dans cette bataille culturelle. En contribuant à aiguïser nos sensibilités, en remplaçant nos politiques d'attractivité par une politique des attachements, en développant de nouveaux régimes d'attention, en suscitant des créations à même de transformer nos représentations et nos expériences du vivant, nous pouvons œuvrer en faveur de nouveaux imaginaires. Un enjeu décisif dès lors que l'on comprend que « l'imaginaire n'est pas une fumée ou un rêve douceâtre, bien au contraire : il est ce qui ponte l'action, l'architecture d'un état d'esprit... » (Alain Damasio).

Des enjeux démocratiques : mettre en œuvre les droits culturels

Face au profond malaise qui mine nos démocraties, n'avons-nous pas un rôle à jouer ? Ces dernières années, de nombreux analystes ont montré comment des processus délétères qui accroissent la misère symbolique (Bernard Stiegler), la fatigue démocratique (Luc Carton) et le désengagement civique pouvaient être contrés par des démarches favorisant une économie de la contribution et des communs et une démocratie participative (Joëlle Zask) permettant à chaque de prendre place et d'augmenter le monde. Pour soutenir ces démarches, nous disposons d'un référentiel philosophique et politique à même de redonner du sens et de la vigueur à l'action publique : les droits culturels.

Parfois confondus avec le droit de la culture ou le droit à la culture, les droits culturels renvoient en fait à une vision de la culture fondée sur les notions de dignité des personnes, de diversité des cultures et de participation à la vie culturelle. Ils visent à garantir à chacune et chacun la liberté de vivre son identité culturelle, comprise comme « l'ensemble des références culturelles par lesquelles une personne, seule ou en commun, se définit, se constitue, communique et entend être reconnue dans sa dignité » (Déclaration de Freiburg sur les droits culturels, 2007). Plus que la démocratisation de la culture construite sur un schéma vertical ascendant/descendant, ils nous invitent à mettre en œuvre une démocratie culturelle plus horizontale et transversale, attentive à la pluralité des cultures et à la construction du commun, fondée sur les notions de qualité des relations et de participation contributive.

Les droits culturels constituent une stimulante invitation à sortir de l'ornière économiste qui tend à réduire les questions culturelles à des parts de marché ou des enjeux industriels pour ré-articuler culture et démocratie et poser avant tout la question des finalités et des horizons désirables.

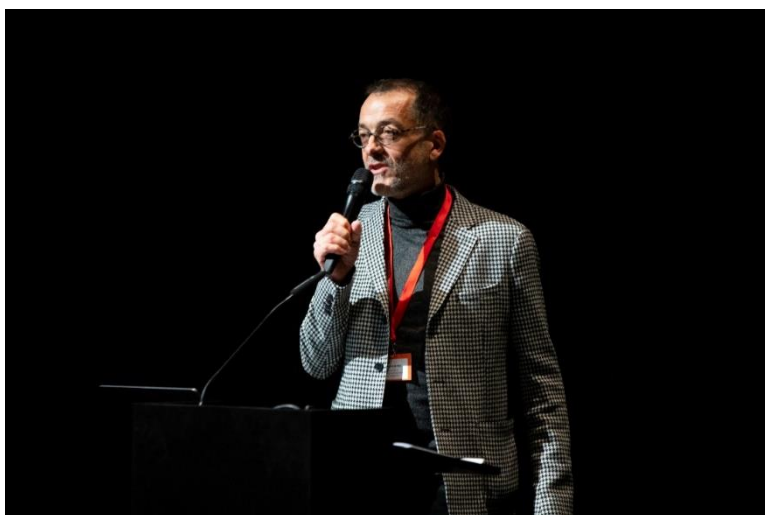
Des enjeux urbanistiques : œuvrer pour des villes et des territoires sensibles

Le troisième enjeu dont les politiques culturelles pourraient se saisir est celui de la fabrique urbaine. Alors que de nombreuses voix plaident pour le *ménagement* plus que pour l'aménagement urbain (cf. notamment les analyses de Thierry Paquot), ou pour *la ville relationnelle* plutôt que *la ville fonctionnelle* (cf. *La Ville relationnelle*, Sonia Lavadinho, Pascal Le Brun-Cordier et Yves Winkin, B-Fluid éditions, 2022), on voit se multiplier les démarches visant à associer des habitants, des artistes et des acteurs culturels dans des projets urbains.

Apparaît ainsi ces dernières années un champ de pratiques et de recherches nommé urbanisme culturel, situé au carrefour de plusieurs mondes, qui envisage la puissance et la finesse de la création artistique (arts visuels, arts vivants) et la profondeur de la dimension culturelle dans les différentes phases de la fabrique urbaine officielle (notamment pour les enrichir) comme en dehors des processus institutionnels de la production urbaine (pour agir sans attendre, cf. *l'urbanisme tactique institutionnel* ou *pirate*) pour mettre en œuvre des villes relationnelles, faire advenir des urbanités vivables (soutenables et hospitalières), vivantes (animées et politiques) et vibrantes (désirables et inspirantes), transformer des situations, dans l'esprit du droit à la ville et des droits culturels (cf. [Manifeste de Villes In Vivo](#)).

Ces approches visent à faire advenir ce que j'appelle des villes ou des territoires sensibles (*Œuvrer pour la ville sensible*, Pascal Le Brun-Cordier, L'Observatoire. La revue des politiques culturelles, numéro 57, hiver 2021) en favorisant notamment des œuvres qui ne soient pas posées « sur » la ville mais finement intégrées dans la ville — en envisageant l'art urbain non comme la cerise sur le gâteau, plutôt comme la cerise dans le clafoutis urbain.

crédits ● nicolas lieber



Revivez cette journée d'échanges au travers des enregistrements des présentations et des tables rondes disponibles sur le site internet de la Ville de Genève www.geneve.ch/symposium

